



Lettre ouverte à Madame la Ministre des Outre-Mer

Nanterre, le 13 juin 2016

A Madame George Pau-Langevin
Ministre des Outre-Mer

Madame la Ministre,

Au 1^{er} octobre 2017 la Commission européenne fera table rase des quotas sucriers, mesure terriblement inquiétante pour nos compatriotes ultramarins.

Ceux-ci verront disparaître la digue fragile qui protégeait encore la filière de la canne à sucre à la Réunion, en Guadeloupe et en Martinique, ces territoires français que le gouvernement auquel vous appartenez reconnaît comme « Régions Ultra-Périphériques de l'Union européenne ».

Allez-vous encore longtemps, Madame la Ministre, rester spectatrice devant le désastre économique et social qui s'annonce et qui n'est pas sans rappeler la situation vécue par nos producteurs de lait, confrontés eux-aussi à une mesure de suppression des quotas ?

Avez-vous songé, Madame la Ministre, au nombre de familles et de travailleurs que la filière de la canne à sucre fait vivre, elle qui emploie 40.000 de nos compatriotes ultramarins ?

Plus qu'une fierté, elle est un patrimoine économique essentiel pour des territoires qui connaissent des taux de chômage dépassant les 20% !

Le 22 mai 2014, le député Jean-Claude Fruteau vous avait interrogée à l'Assemblée Nationale sur les perspectives de la filière du sucre des Outre-Mer. Son édifiant *rapport d'information sur l'organisation des marchés du sucre* avait permis, notamment en donnant la parole à Monsieur Philippe Labro, Président du Syndicat des Sucres de la Réunion, de mettre à jour l'effondrement à venir de la compétitivité de la filière.

Aucun mécanisme stabilisateur ne pourra compenser la chute des prix du sucre dès la suppression des quotas. Le rapport Fruteau l'estime à 26%.

.../...

Les propos tenus lors de cette même audition ont été confirmés par le rapport parlementaire *Sucres des régions ultrapériphériques en danger*, remis le 10 décembre dernier par les sénateurs Gisèle Jourda et Michel Magras. Il annonce la même impasse pour l'Outre-Mer.

Votre seule réaction fut de « demander » à la Commission européenne de retirer les sucres roux et les sucres spéciaux des accords de libre-échange discutés depuis août avec le Viêt-Nam, tout en reconnaissant vous-même le 10 décembre 2015 que ladite Commission n'avait aucune obligation juridique de vous écouter.

Il est urgent, Madame la Ministre, que vous preniez vos responsabilités en cessant de « demander » à la Commission sans espoir qu'elle ne vous écoute. Si nous voulons préserver et même développer la France ultramarine, il faudra cesser de subir les diktats ultralibéraux de l'Union européenne.

Pour éviter la catastrophe qui s'annonce et surseoir à l'abandon de nos compatriotes ultramarins, il sera nécessaire de préparer le rétablissement de quotas sucriers encadrés par une Politique Agricole Française souveraine.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame la Ministre des Outre-Mer, l'expression de ma haute considération.



Marine Le Pen
Présidente du Front National

